CARTOGRAFIE SOCIALI
Rivista di sociologia e scienze umane
Anno II, n. 4, novembre 2017

Direzione scientifica
Lucio d'Alessandro e Antonello Petrillo

Direttore responsabile
Arturo Lando

Redazione
Elena Cennini, Anna D'Ascenzio, Marco De Biase, Giuseppina Della Sala, Eugenio Galioto, Emilio Gardini, Fabrizio Greco, Luca Manunza

Comitato di redazione
Marco Armiero (KTH Royal Institute of Technology, Stockholm), Tugba Basaran (Kent University), Nick Dines (Middlesex University of London), Stefania Ferraro (Università degli Studi Suor Orsola Benincasa, Napoli), Marcello Maneri (Università di Milano Bicocca), Önder Özhan (Università di Ankara), Domenico Perrotta (Università di Bergamo), Federico Rahola (Università di Genova), Pietro Saitta (Università di Messina), Anna Simone (Università Roma Tre), Ciro Tarantino (Università della Calabria)

Comitato scientifico
Fabienne Brion (Université Catholique de Louvain -la-Neuve), Alessandro Dal Lago (Università di Genova), Didier Fassin (Institute for Advanced Study School of Social Science, Princeton), Fernando Gil Villa (Universidad de Salamanca), Akhil Gupta (University of California), Michalis Lianos (Université de Rouen), Marco Martiniello (University of Liège), Laurent Mucchielli (CNRS - Centre national de la recherche scientifique), Salvatore Palidda (Università di Genova), Michel Peraldi (CADIS - Centre d'analyse et d'intervention sociologiques), Andrea Rea (Université libre de Bruxelles)

"Cartografie sociali" is a peer reviewed journal

BOURDIEU/FOUCAULT: UN RENDEZ-VOUS MANCATO?

A cura di Gianvito Brindisi e Orazio Irrera

MIMESIS

SUOR ORSOLA
UNIVERSITY PRESS

Pubblicazione semestrale: abbonamento annuale (due numeri): € 45,00

Per gli ordini e gli abbonamenti rivolgersi a:
ordini@mimesisedizioni.it
L'acquisto avviene per bonifico intestato a:
MIM Edizioni Srl, Via Monfalcone 17/19
20099 - Sesto San Giovanni (MI)
Unicredit Banca - Milano
IBAN: IT 59 B 02008 01634 000101289368
BIC/SWIFT: UNCRITM1234

Cartografie sociali è una rivista promossa da URiT, Unità di Ricerca sulle Topografie sociali.

Direzione e Redazione della rivista hanno sede
presso l'Università degli Studi Suor Orsola Benincasa
Via Suor Orsola 10 - 80132 Napoli (Italy)
www.unisob.na.it
cartografiesociali@unisob.na.it
cartografiesociali.rivista@gmail.com

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI
SUOR ORSOLA
BENINCASA
FACOLTÀ DI
SCIENZE
DELLA FORMAZIONE

MIMESIS EDIZIONI (Milano – Udine)
www.mimesisedizioni.it
mimesis@mimesisedizioni.it

Isbn: 9788857547992
Issn: 2499-7641

© 2017 – MIM EDIZIONI SRL
Via Monfalcone, 17/19 – 20099
Sesto San Giovanni (MI)
Phone: +39 02 24861657 / 24416383
Fax: +39 02 89403935

Registrazione Tribunale di Napoli n. 37 del 5 luglio 2012

INDICE

Bourdieu/Foucault: un rendez-vous mancato? Introduzione
di Gianvito Brindisi e Orazio Irrera 7

Il discorso della filosofia fra Bourdieu e Foucault
di Pierpaolo Cesaroni 19

Du discours à la pratique
di Jean-Louis Fabiani 31

L'irrequietezza delle possibilità.
Appunti sulla meccanica delle forze in Bourdieu e Foucault
di Ciro Tarantino 51

Al di là e al di qua di Spinoza: oggetto e posture dell'*intelligere*
in Bourdieu e Foucault
di Antonello Petrillo 65

Foucault, Bourdieu et la sociologie de la philosophie.
À propos des *Leçons sur la volonté de savoir*
di José Luis Moreno Pestaña 87

Il potere del sapere: il sistema d'istruzione superiore
nell'(auto)critica di due "eretici consacrati"
di Eleonora de Conciliis 99

L'effetto Manet.
Foucault e Bourdieu tra epistemologia della pratica pittorica
e gesto critico
di Ilaria Fornacciari 115

Gettati nell'ordine.
Appunti su assoggettamento e soggettivazione in Bourdieu e Foucault
di Gabriella Paolucci 131

Corps, sexe et genre.
Un dialogue impossible entre Bourdieu et Foucault?
di Philippe Sabot 151

La forza delle parole.
Bourdieu, Foucault e il soldato impossibile
di Daniele Lorenzini 165

Dall'*habitus* all'*ethos*
di Orazio Irrera 179

Sociologia e genealogia delle classificazioni giudiziarie.
Bourdieu e Foucault a confronto
di Gianvito Brindisi 199

Le peripezie dello Stato tra Foucault e Bourdieu
di Clara Mogno 219

Foucault et Bourdieu: à chacun son néolibéralisme?
di Christian Laval 231

Christian Laval

FOUCAULT ET BOURDIEU: À CHACUN SON NÉOLIBÉRALISME?

Abstract:

Foucault and Bourdieu are often opposed as for their respective relation to neoliberalism. The former would have had sympathy with it, whereas the latter would always have expressed a radical critique of it. This schematic opposition does not make much sense. First both of them don't exactly deal with the same object, then they aren't concerned with it at the same time, and most of all they problematize it in their own specific style. Thus the text tries to show that the only way to learn from their analysis of neoliberalism is to contextualize their distinct approaches historically and theoretically.

Keywords:

Foucault, Bourdieu, Neoliberalism, Theoretical Style, Critical Strategy.

Mon propos portera sur les manières dont Foucault et Bourdieu ont traité du néolibéralisme. Se sont-ils «retrouvés» à son propos? La réponse n'a a priori rien d'évident. Ils n'en traitent pas à la même époque, et leur point de départ sont différents. Foucault récuse la sociologie et entend faire de l'histoire. Il ne fait pas une sociologie du néolibéralisme comme Bourdieu, il fait, à la fin des années 1970, une histoire du néolibéralisme à l'intérieur de l'histoire plus vaste de la gouvernementalité. Il y consacre une partie de ses cours au Collège de France, ceux de 1978 et de 1979, intitulés *Sécurité, territoire, population* et surtout *Naissance de la biopolitique*. Bourdieu lui s'attaque très frontalement dans les années 1990 à l'utopie de la science économique *mainstream*, laquelle devient à ses yeux la matrice idéologique à partir de laquelle se renouvellent les formes de domination. Qu'ils n'en traitent ni en même temps ni dans la même perspective n'enlève rien

à l'intérêt de confronter ce qu'ils en ont dit, à condition de ne pas chercher à les opposer comme un certain «air du temps» y invite.

Un certain nombre de sociologues, d'historiens ou de philosophes, se réclamant parfois de Bourdieu, ont entrepris de dresser une sorte de "procès en néolibéralisme" à l'encontre de Foucault. Ils l'ont fait en opposant implicitement Foucault et Bourdieu, c'est-à-dire en construisant après coup une controverse qui n'a pas eu lieu. L'opération suppose de mettre sur un plan unique leurs analyses, d'homogénéiser leurs points de vue, de les réinscrire plus ou moins insidieusement dans notre actualité politique comme si l'un et l'autre avaient été les contemporains du plein épanouissement du phénomène néolibéral. Tandis que Bourdieu aurait tenu une position critique vis-vis du néolibéralisme, Foucault aurait sympathisé avec le néolibéralisme, et pour certains, il aurait même été l'un des acteurs du grand tournant vers la droite de l'intelligentsia française de la fin des années 1970 et des années 1980. On retrouve ici l'un de ces artifices très académiques qui consiste à vouloir rendre homogène ce qui ne l'est pas, à écraser les contextes, à vouloir mettre sur le même plan des démarches théoriques, des intentions politiques, des disciplines scientifiques, soit pour les concilier soit, comme c'est le cas ici, pour les rendre inconciliables. A l'inverse de cette méthode détestable, je voudrais recontextualiser les démarches de l'un et de l'autre, parce que c'est la condition même pour apprécier la portée de leurs analyses respectives. En un mot, mon propos vise à échapper à cette sorte de règlement de comptes *post mortem*.

En tout cas, soyons clair sur un point. Bourdieu et Foucault n'ont pas donné le dernier mot du néolibéralisme, lequel ne cesse de se métamorphoser en se déployant. L'important est ailleurs et concerne la fécondité respective de leurs analyses. Rien sans doute, pour des auteurs soucieux comme eux des transformations sociales et politiques, ne leur était plus étranger que la fixation d'une doctrine à laquelle il faudrait chercher à faire correspondre coûte que coûte les observations que l'on peut faire dans la réalité sociale et politique.

1. *Différence des temps*

Si Foucault traite des premières expérimentations néolibérales des années 1970, Bourdieu est concerné par la première maturité du néolibéralisme, à la fin des années 1980 et dans les années 1990. Foucault a fait preuve d'une grande précocité dans la détection du phénomène. Ni dans les milieux intellectuels ni dans les milieux politiques, il n'était courant de relever dans les

pratiques politiques des années 1970 une franche discontinuité et à peine prenait-on au sérieux le renouveau dans certaines sphères des idées libérales. Les grandes oppositions qui structuraient la lecture du champ politique et socio-économique étaient encore très classiques: gauche/droite, bourgeoisie/classe ouvrière, Etat/société, capitalisme/socialisme, totalitarisme/démocratie. Ce sont précisément à ces grandes catégories de lecture que les analyses de Foucault veulent échapper pour saisir une transformation insidieuse, «grinçante» comme il le dit, de l'art de gouverner.

C'est dans une situation très différente que va se développer la sociologie bourdieusienne du néolibéralisme. Elle prend corps une bonne décennie plus tard, à une époque où les effets des politiques néolibérales s'inscrivent dans les réalités les plus immédiatement vécues, en particulier dans les réalités du travail, des services publics, du logement, de la ville. Cette sociologie est alors en mesure de s'attacher aux "effets sociaux" du néolibéralisme, comme en témoigne *La Misère du monde* en 1993. C'est à partir de ces effets objectivables que le néolibéralisme est construit sociologiquement, selon une méthode qui va des effets aux causes[1].

Pourtant, cette différence d'époque n'explique pas complètement que Bourdieu ne se soit pas intéressé aux analyses de Foucault. Cela nous renvoie à une question plus large, qui est l'ignorance mutuelle, à quelques moments exceptionnels près, qu'ont entretenue, au moins dans leurs œuvres, les deux auteurs. C'est comme si avait fonctionné à plein un certain fonctionnement du champ intellectuel où des «maîtres» ne se discutent pas, ne se citent pas, poursuivent leurs travaux dans l'indifférence feinte ou réelle mais en tout cas effective à l'égard des recherches vivantes des autres. Bourdieu commence vraiment à thématiser le néolibéralisme à la fin des années 1980. Or, il ne mentionne que rarement et de façon allusive les cours du Collège de France de Foucault. Il ne fait pas plus mention des travaux qui se développent en Italie, en Angleterre ou aux Etats-Unis à partir des cours de Foucault, en particulier dans tout le champ d'études sur la gouvernementalité. Durant plus de vingt ans donc, il y a comme une sorte de grand silence du côté bourdieusien sur les analyses foucaldiennes du libéralisme et du néolibéralisme, alors même que Bourdieu a commencé de faire du néolibéralisme l'un de ses objets et l'une de ses cibles politiques privilégiés, au point de devenir après les grandes grèves de décembre 1995, «l'intellectuel anti-néolibéral» par excellence. On dira que l'un des obstacles objectifs à cette connaissance est la publication tardive des cours de Foucault qui traitaient du néolibéralisme (ceux de 1978 et 1979) en 2004, soit deux ans

1 Pour une explicitation de cette remontée des effets aux causes, cf. Bourdieu 2013.

après la mort de Bourdieu. Mais on n'oublie pas que Bourdieu est entré au Collège de France en 1982, avec l'aide d'ailleurs de Foucault, et que les résumés de cours lui étaient parfaitement accessibles. Il est difficile de penser qu'il n'ait rien su de ces deux années de cours consacrées à un objet intellectuel et politique qui était devenu tout à fait central pour lui[2].

La réception intellectuelle et politique des analyses de l'un et de l'autre est particulièrement décalée dans le temps. Il y a là un phénomène curieux de la vie intellectuelle et politique. Avec la *Misère du monde* en 1993, par les prises de position en faveur des grévistes de 1995 puis des autres mouvements sociaux qui ont suivi (mouvements des sans-papiers, des sans-logement, des chômeurs), du fait de son implication directe dans la création d'outils d'intervention politique comme la petite collection *Raisons d'agir*, Bourdieu a incarné l'intellectuel critique du néolibéralisme. Son analyse du néolibéralisme, proche d'une dénonciation militante, semble amplifier un ensemble de points de vue critiques assez répandus contre les réformes «libérales» ou «néolibérales» (le vocabulaire des années 1990 n'était pas encore très fixé). Jusqu'en 2005, la sociologie bourdieusienne connaît son «grand moment politique». Elle allait dans le sens du «sens commun critique», qui interprétait le néolibéralisme comme un «ultra-libéralisme» ou une «utopie» dangereuse. L'incontestable succès des analyses bourdieusiennes ne fut pourtant pas total. Il a rencontré un certain nombre de limites en particulier organisationnelles: l'articulation, qu'espérait Bourdieu, entre les chercheurs critiques, le mouvement social et les syndicats sera un relatif échec[3].

Le contraste avec le destin des analyses foucaldiennes du néolibéralisme est à cet égard très marqué. Ces dernières sont quasiment absentes de la discussion publique en France jusqu'à la parution en 2004 des cours de 1978 et 1979. Foucault n'est plus un auteur considéré comme une ressource importante pour comprendre ce qui s'est passé depuis les années 1980 et 1990.

Foucault, s'il reste encore un intellectuel de référence, si on le cite encore souvent, est alors en passe de devenir un «classique». Son œuvre est mieux accueillie dans l'université, et le nombre de colloques et de livres ou de publication d'inédits qui lui sont consacrés dans les années 1980 et 1990 ne cessent de croître. Il sera célébré comme jamais auparavant pour la

2 On peut même être certain du contraire, dans la mesure où Bourdieu mentionne dans la bibliographie du cours sur l'État la publication de l'article sur la gouvernementalité parue en 1986 dans *Actes. Revue d'action juridique* (n° 54, été 1986).

3 Très vite, les nouveaux lieux de l'engagement anti-néolibéral, ATTAC ou la Fondation Copernic, seront des lieux où les analyses néokeynésiennes ou marxistes se feront nettement plus entendre que les analyses bourdieusiennes.

commémoration des vingt ans de son décès en 2004. S'ouvre une période nouvelle dans la deuxième moitié des années 2000. La parution des cours de Foucault, les échos qu'ils ont, le grand débat public en France autour du Traité constitutionnel européen en 2005, et une série de publications qui remettent en circulation les analyses foucaldiennes, vont changer la donne assez profondément au point même de modifier, en quelques années, l'approche du néolibéralisme. On peut alors parler d'une "foucaldisation" de l'approche critique du néolibéralisme, ce qui n'ira pas s'en irriter certains.

La «non rencontre» entre les deux auteurs à propos du néolibéralisme n'est pas seulement une question de dates historiques, c'est aussi une question de «temps théoriques» propres à chacun. Par «temps théoriques», il faut entendre la manière dont la problématique du néolibéralisme s'est inscrite dans leur recherche respective. Avec *Naissance de la biopolitique* le néolibéralisme arrive assez soudainement et pour peu de temps sur la table de dissection de Foucault. Il y consacre tout au plus sept leçons, cinq pour l'ordolibéralisme allemand, deux pour le néolibéralisme américain (essentiellement Gary Becker). Si l'on prend un peu de recul, cette question du néolibéralisme arrive sur une trajectoire extrêmement rapide. En deux années de cours, Foucault parcourt à grandes enjambées une longue histoire de la gouvernementalité: il y expose le modèle du pastorat depuis l'Antiquité et les facteurs de sa crise dans la modernité; il y traite de la raison d'Etat, de la biopolitique et du libéralisme jusqu'à ses formes les plus nouvelles. Il réalise là un travail exploratoire et expérimental qui le conduit en accéléré d'une forme de pouvoir à une autre.

Tout différent est le «temps» de Bourdieu. Il n'opère pas de virage brusque, il réalise un infléchissement complexe de son travail et une réorientation lente, presque inavouée de sa sociologie, tout à l'opposé du glissement accéléré de Foucault. En un peu plus de dix ans, de la fin des années 1980 jusqu'à son décès, l'on voit se constituer pas à pas une objectivation du phénomène néolibéral à partir de recherches sur des objets différents: champ économique, médias, grandes écoles et grands corps d'État, travail, marché de la maison individuelle, etc. Ceci nous amène à une autre différence, qui est celle des "styles théoriques".

2. *Différence des styles théoriques*

Chez Foucault, la recherche est tout sauf une application d'une grille de lecture préalablement fixée, elle se présente plutôt comme une transformation continue des concepts et de leurs relations. Il ne s'agit pas pour

lui d'appliquer des schémas à des «terrains», mais de produire, en même temps qu'il parcourt de nouveaux domaines, des concepts nouveaux. Foucault aborde le néolibéralisme dans un mouvement essentiellement créateur, selon un style de recherche où les analyses sont très peu stabilisées. Le lecteur est toujours frappé de constater cette irruption permanente de concepts qu'il transforme ou abandonne tout aussi vite. C'est un mouvement permanent qui l'amène à opérer des glissements rapides dans ses analyses, avec des sortes de long travelling historiques audacieux.

A la transformation indéfinie des concepts chez Foucault s'oppose une méthode de transposition contrôlée des concepts chez Bourdieu. Ce dernier a un tout autre style de travail, qui consiste à faire fonctionner un appareil conceptuel assez stabilisé sur différents objets ou domaines avec des variations très mineures. Qu'il traite du champ littéraire, du champ politique ou du champ économique, le lecteur est toujours en terre familière, rarement dépaysé, il y reconnaît le style, le phrasé, la grammaire et la syntaxe bourdieusienne. C'est une démarche moins créatrice que méthodique, mettant en œuvre un système conceptuel très construit. Pour concevoir le néolibéralisme, il réutilise des concepts déjà présents, qu'il fait fonctionner sur de nouveaux terrains, non sans établir des liens audacieux entre des «schèmes générateurs» de sa sociologie générale. Il est remarquable de constater combien Bourdieu mobilise à propos du néolibéralisme des séries conceptuelles qui sont nées dans d'autres contextes d'analyses: champ, habitus, capital, déterminants structuraux, luttes, etc., sont les repères rassurants d'un système[4].

Cette différence dans le style correspond bien entendu à une opposition plus fondamentale qui concerne le traitement de l'histoire. Foucault part de l'hypothèse qu'il existe de grandes discontinuités entre des périodes qui se distinguent par des formes de pouvoir et des structures de savoir singulières dans l'histoire. Bourdieu, lui, part de l'hypothèse que les formes symboliques et les structures sociales sont douées d'inertie et ne changent que lentement. S'il arrive à Bourdieu d'employer la formule si typiquement foucaldienne de «transcendantal historique», c'est pour souligner la permanence dans le présent de catégories anciennes qui continuent d'agir inconsciemment, selon la formule qu'il emprunte à Durkheim: «l'inconscient, c'est l'histoire» (2013, p. 78). En somme, ce qui l'intéresse dans l'histoire c'est la manière dont des structures objectives et subjectives s'altèrent tout en perdurant longtemps. Même s'il accuse Foucault ou d'autres de structuralisme *hard*, c'est plutôt lui

4 Sur ce point, cf. Fabiani 2016.

qui des deux est le plus fidèle au programme structuraliste, même s'il a voulu y incorporer l'historicité. Il n'empêche: «l'événement», s'il y a, est toujours à comprendre par rapport à un système de rapports (entre champs, entre habitus et champs, entre formes de capital, etc.). Foucault de son côté a plutôt accentué le surgissement des événements, des ruptures et des discontinuités. Ce qui l'amène à déclarer: «on admet que le structuralisme a été l'effort le plus systématique pour évacuer non seulement de l'ethnologie mais de toute une série d'autres sciences, et même à la limite de l'histoire, le concept d'événement. Je ne vois pas qui peut être plus anti-structuraliste que moi» (2001, pp. 144-145). Cette différence de choix théoriques est au principe de deux modes d'approche difficilement conciliables dans l'analyse qu'ils font du néolibéralisme puisque pour l'un il s'agit d'un «événement» quand pour l'autre il s'agit plutôt d'une «restauration».

3. *Différence des stratégies critiques*

Pour Foucault, l'intellectuel se définit par la critique des pouvoirs, de tous les pouvoirs. Mais le libéralisme est aussi une approche critique du pouvoir, une critique externe au nom de droits fondamentaux et/ou une critique interne au nom des effets en termes d'utilité. Le rapport entre le libéralisme comme critique du pouvoir et la fonction critique des intellectuels est une question délicate, nécessairement problématique. Foucault n'est pas «libéral» si l'on suit l'analyse qu'il en fait: un pouvoir qui adopte ou prétend adopter une démarche critique, qui prétend même monopoliser la critique des gouvernés, est sans doute plus rusé qu'aucun autre pour imposer des modes de gouvernement à travers une liberté concédée et contrôlée mais il reste un pouvoir. C'est là tout l'enjeu de son analyse qui ne prend jamais un tour apologétique, mais cherche à comprendre la spécificité du libéralisme. Il faut mettre en regard cette analyse des formes gouvernementales avec toutes les fois où il explique que tout ce qui a relevé jusqu'à présent du socialisme est en échec et qu'il faut inventer autre chose. «Inventer autre chose» ne veut pas dire adhérer au projet néolibéral, cela signifie plutôt inventer un mode propre de gouvernementalité alternatif, c'est-à-dire quelque chose qui n'existe pas encore. Qui mènera ce travail d'invention? On peut penser qu'aux yeux de Foucault, les mouvements nés dans les années 1970 (mouvements homosexuels, mouvements féministes, mouvements contre-culturels, artistiques, etc.) étaient bien placés pour jouer ce rôle historique.

Chez Bourdieu la stratégie critique est assez différente. Non pas qu'il n'ait pas donné de l'importance aux inventions symboliques et politiques, aux formes d'action ou d'organisation nouvelles. Il cherche plutôt une alliance entre les intellectuels menacés dans leur autonomie par la domination économique et les membres des classes populaires ou moyennes en voie de paupérisation et de précarisation. Cette alliance appelle l'invention d'un nouvel intellectuel, «l'intellectuel collectif critique», organisé d'une façon nouvelle, non partiaire, et qui constituerait un nouvel organe de lutte à l'intérieur du mouvement social. Ainsi, l'intervention de Bourdieu ne vise pas seulement à appuyer ponctuellement des revendications et à accompagner un mouvement de l'extérieur, elle se veut directe et systématique, elle entend produire des effets "au sein" même du mouvement social et syndical. Bourdieu en appelle à une modification des formes et des géographies de l'action, démarche qui d'ailleurs a été mal ressentie à l'époque par beaucoup d'acteurs du mouvement social qui y ont vu une forme d'ingérence, ce qui explique aussi en partie l'échec à court terme des projets de Bourdieu. Son ambition visait une redéfinition des relations entre chercheurs et militants, entre sciences sociales et mouvement social par la mobilisation la plus directe possible du capital scientifique dans l'action. L'intuition stratégique de Bourdieu tenait que le mouvement social, de son côté, devait tirer le meilleur parti des acquis des sciences sociales pour accroître son efficacité politique et que les sciences sociales, de leur côté, devaient trouver dans le mouvement social et les syndicats des alliés pour défendre leur autonomie scientifique. Il s'agissait donc de prendre appui sur le mouvement social afin d'endiguer l'impérialisme économique, lequel alimentait une "utopie" en voie de réalisation du fait des politiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 1980. En somme, la sociologie et le mouvement social avaient exactement le même ennemi à partir du moment où le modèle économique abstrait de l'*homo oeconomicus* est érigé en modèle de société à réaliser et en type humain à accomplir (Bourdieu 1998b).

4. *Différence des références et des définitions*

Les versions du néolibéralisme selon Bourdieu ou Foucault ne sont pas construites à partir des mêmes auteurs, contenues dans le même corpus. Pour Bourdieu, le néolibéralisme c'est avant toute chose ce qu'on enseigne comme dogme dans les écoles du pouvoir, c'est la croyance économique dans l'équilibre général de Walras, c'est un mythe ou une utopie à effets

performatifs. La «pure fiction mathématique» de la science économique néoclassique est au cœur du néolibéralisme, et la politique néolibérale des gouvernements vise à faire que la réalité devienne conforme à l'ordre pur et parfait de la théorie, laquelle théorie prétendument scientifique, mais en réalité utopique, donne au néolibéralisme son autorité sociale. Le néolibéralisme est donc un scientisme fondé sur «le mythe walrasien de la théorie pure» qui conduit, par son efficacité symbolique, à «dépolitiser» la politique (Bourdieu 2001, p. 57). Le néolibéralisme est avant tout une théorie prétendument scientifique qui appartient au "passé" de la pensée économique. Selon Bourdieu, la critique des doctrines économiques consiste à les renvoyer à une double méconnaissance: celle du théoricien qui met dans la tête des agents sociaux des schémas abstraits qui sont les siens; celle de l'agent social qui méconnaît les conditions historiques et sociales qui l'ont fait faire ce qu'il fait et l'ont fait être ce qu'il est. Le travail de la critique sociologique doit établir le "lien de vérité" entre le schéma abstrait de l'action rationnelle et l'habitus capitaliste en montrant les «fondements sociaux de l'action économique», pour reprendre le titre du cours de Bourdieu au Collège de France durant l'année 1992-1993. La fausse science doit être critiquée par une science sociale mieux fondée, plus réaliste, en un mot plus vraie.

Pour Foucault, les théories néolibérales ne sont ni vraies ni fausses, ce qui compte est leur capacité normative d'informer des politiques qui font agir les individus dans la direction attendue et souhaitée, c'est-à-dire selon un certain régime d'incitations. Le néolibéralisme trouve principalement son inspiration dans l'ordolibéralisme allemand et dans la théorie du capital humain, qu'il cherche à articuler dans un nouveau mode de gouvernement des sujets économiques par les variables du milieu, selon des dispositifs très concrets comme l'impôt négatif ou les interventions sur l'offre et la demande de drogue. Le néolibéralisme ne doit pas être confondu avec un «archéo-libéralisme», un retour à Smith ou à Walras. Foucault entend plutôt en souligner la nouveauté. L'importance du cadre juridico-politique, la manière de contrôler les conduites par un jeu d'incitations liées à la concurrence, la généralisation du modèle de l'entreprise, tout cela n'existait pas comme tel dans l'ancien libéralisme. Le néolibéralisme n'est pas une application dans le domaine politique d'une théorie scientifique, c'est un mode de pouvoir, une «conduite des conduites», ce qui n'est pas la même chose.

Leurs approches restent donc hétérogènes. Pour le dire vite, celle de Foucault est méthodologiquement «positive», celle de Bourdieu méthodologiquement «négative»; la première repose épistémologiquement sur une «histoire politique de la vérité» quand la seconde concerne une lutte interne

aux sciences sociales. Foucault y voit une rupture fondamentale dans la conception de l'homme qui serait due, dit-il, à l'empirisme anglais et qui constituerait un élément décisif dans le nouvel art de gouvernement libéral puis néolibéral. Locke, Hume, Bentham en seraient les grands fondateurs (Foucault 2004, p. 275 sgg.). Ce qui lui importe ce sont les procédures et techniques qui permettent un certain type d'action sur les actions au nom d'une certaine vérité sur l'homme et la société. Bourdieu y voit, de son côté, une erreur théorique logée au cœur de la science économique, reposant sur une abstraction mal fondée, et qui s'est transformée en projet politique de domination mondiale des oligarchies économiques et politiques. Le problème qu'il pose est d'abord celui de la vérité en sciences sociales. Mais la dimension de l'erreur et de l'illusion ne suffit pas à rendre compte de la force du néolibéralisme. Le néolibéralisme procède d'un habitus économique issu des pratiques. Cela donne, on le voit, deux lectures différentes: la lecture de Foucault s'intéresse aux dispositifs et à leurs effets, celle de Bourdieu aux dispositions et à leurs conditions.

Cette différence dans le corpus de référence a également des implications politiques importantes. En apparence, les textes polémiques de Bourdieu ne tranchent pas avec un discours assez répandu à gauche, surtout après 1995, et qui trouvera à s'incarner dans la mouvance altermondialiste, et spécialement dans l'association ATTAC créée en 1998. Selon cette contre-doxa anti-néolibérale, le néolibéralisme est à la fois un utopisme, un scientisme, un naturalisme et un passéisme. En somme, rien de bien nouveau: le néolibéralisme est une «révolution conservatrice» qui entend faire retour à Adam Smith. Les écrits de Bourdieu semblent alors accréditer l'idée très courante selon laquelle le «néolibéralisme» se ramène et se résume à l'apologie «social-darwinienne» du «capitalisme sauvage», c'est-à-dire au refus de toute règle autre que celle du marché autorégulateur et au rejet de toute intervention de l'Etat. Le néolibéralisme est essentiellement pris sous un angle négatif, comme une logique politique qui «défait», «détruit», «démantèle». Cette conception négative du néolibéralisme mise en œuvre par la haute administration peut ainsi facilement se concilier avec des interprétations keynésiennes ou marxistes qui voient dans la spéculation ou plus essentiellement dans le capital lui-même une puissance autonome qui ne demande qu'à être libérée des entraves politiques. Sur le plan politique, ce type de critique permet d'en appeler à la valeur défensive de l'État en tant qu'organisateur des services publics, regardé comme un dernier rempart devant l'offensive des marchés. Un souverainisme national-populaire peut s'en trouver légitimé, même si Bourdieu a pris parti clairement pour un nouvel internationalisme (Bourdieu 1998a).

La parution très tardive de *Naissance de la biopolitique* a introduit dans cette doxa anti-néolibérale une véritable rupture en mettant en avant le rôle actif de l'État, la gouvernementalisation de l'État, le ciblage des subjectivités, et surtout le passage d'une problématique de la limite de l'action gouvernementale par le marché, qui était le propre du naturalisme libéral classique, à une problématique d'une extension *a priori* illimitée de la logique de marché par l'action gouvernementale. Ce qu'a apporté Foucault sur ce point pourrait se résumer ainsi: alors que la doxa anti-néolibérale interprète les politiques mises en œuvre comme un travail de destruction des règles, de démantèlement des institutions, de libération des forces spontanées du capital et de la finance, Foucault souligne «la positivité du pouvoir», soulignant le travail de construction d'institutions et de diffusion de normes néolibérales. Il permet de saisir non pas ce que ne fait plus l'État néolibéral mais, à l'inverse, ce qu'il fait à la société et ce qu'il se fait à lui-même.

5. *Intersections*

Au-delà de ces différences, quels recoupements peut-on faire entre ces deux analyses? Des jonctions et des articulations sont-elle possibles? Il y a un plan sur lequel à coup sûr ils se rencontrent, c'est celui de l'"historicité de l'homme économique". Le néolibéralisme est un moment d'accélération de la réalisation de l'homme économique par des dispositifs de mise en concurrence et de sanction de mieux en mieux identifiables. C'est ce que constate Bourdieu lorsqu'il écrit: «cette "théorie" originairement désocialisée et déhistoricisée a, aujourd'hui plus que jamais les moyens de se rendre vraie, empiriquement vérifiable» (Bourdieu 1998b, p. 109). Il est un autre terrain commun. Foucault et Bourdieu n'ont eu de cesse chacun à leur manière de se confronter à Marx. Les deux analyses témoignent d'un effort similaire pour sortir du marxisme ossifié. Leur grand point d'accord, le lieu théorique d'une rencontre possible, porte sur la "construction de l'économie capitaliste", laquelle ne suppose pas seulement la destruction des freins, des entraves, des règles, mais réclame la construction d'institutions, de normes, de lois, d'habitus ou de subjectivités. Sur ce point, Foucault est certainement plus cohérent que Bourdieu, qui dans certains de ses propos les plus militants, a donné l'impression que la logique destructrice du néolibéralisme était la seule qui comptait. S'ils sont théoriquement contemporains, c'est qu'ils abandonnent tous les deux, de manière plus ou moins explicite, l'idée selon laquelle le capitalisme serait un mouvement autonome à partir duquel s'édifieraient des superstructures réfléchissant la base économique. La domination de la ratio-

nalité capitaliste ne s'impose pas par le seul dynamisme expansif du capital qui coloniserait par la marchandisation la totalité de l'espace social. Il y faut un levier bureaucratique et une action politique. Le néolibéralisme est œuvre de l'État, lequel ne «démissionne» pas, comme l'a sans doute maladroitement écrit Bourdieu, mais se transforme pour devenir l'agent le plus efficace de la mutation néolibérale des sociétés.

6. *Articulations*

Foucault et Bourdieu ne parlent pas tout à fait de la même chose, à la même époque, et ils n'en parlent pas non plus pour des raisons politiques identiques, avec des intentions théoriques semblables. Cette différence de traitement du néolibéralisme constitue deux «objets» qui sans être totalement étrangers l'un à l'autre, ne se recouvrent pas totalement.

La question à se poser n'est pas seulement de savoir ce que chacun des auteurs a légué à la postérité de la recherche, et ce que l'on peut tirer séparément de leurs analyses respectives. Elle est de savoir ce que l'on peut tirer des "relations" entre des approches distinctes. Rien ne nous empêche d'essayer de les articuler, mais cela suppose de ne pas traiter ces analyses comme des corps théoriques clos sur eux-mêmes qu'il faudrait prendre en bloc et répéter dogmatiquement, mais comme des outils dont nous pouvons disposer librement pour rendre compte de ce qui s'est produit depuis les années 1970 et de ce qui continue de se produire de façon accélérée aujourd'hui.

Les travaux de Foucault et Bourdieu ont connu des prolongements féconds. Ces travaux ont depuis enrichi notre connaissance des conséquences variées, durables et profondes du néolibéralisme. Si l'on ne veut pas se contenter de la seule opération exégétique, le travail consiste plus que jamais à élargir le champ de la réflexion et à corriger ce qui, chez chacun des auteurs, relève d'un stade révolu du néolibéralisme ou procède d'hypothèses invalidées. Mais il consiste aussi, si l'on veut prolonger les travaux de Foucault et de Bourdieu, à apprendre à les croiser en tirant de l'un et de l'autre ce qui en reste le plus précieux. Pour n'en donner qu'un exemple, on ne peut pas traiter aujourd'hui des stratégies néolibérales sans prendre en compte les forces sociales et économiques qui les mettent en œuvre. Une sociologie des oligarchies permettant une analyse du «champ du pouvoir» est à cet égard indispensable. Mais on ne peut supposer, à la façon trop simple de certains marxistes, que ces stratégies sont le résultat de décisions politiques d'une classe déjà-là, en mal de revanche sur les compromis du passé. Il importe plutôt de saisir que la rationalité néolibérale n'est pas seu-

lement une production de classes déjà existantes mais qu'elle contribue par sa mise en œuvre à une recomposition des oligarchies comme des groupes populaires. Cette articulation concrète ne peut pas se faire sans contester les points de vue trop unilatéraux de l'un et de l'autre. La tâche à mener consiste plutôt à faire jouer l'un contre l'autre et à introduire ce qui manque chez l'un et chez l'autre, à la manière de Wendy Brown par exemple quand elle montre que la logique du capital ou la question démocratique sont malheureusement largement absentes des analyses de Foucault (Brown 2015).

La dernière leçon que nous ont léguée et Foucault et Bourdieu est peut-être aussi importante que le contenu de leurs analyses respectives. Le modèle d'intellectuels qu'ils incarnent est directement contraire à toutes les formes de soumission imposées au chercheur, les plus ouvertes ou les plus insidieuses. Parmi ces dernières, il y a cette injonction des pouvoirs d'observer une stricte «neutralité axiologique», voire d'afficher une indifférence politique. Cette injonction très politique de dépolitiser la recherche, intériorisée par certains agents de l'institution universitaire en mal de «professionnalisation» de la philosophie et des sciences sociales, est sans doute la manière la plus perverse aujourd'hui de stériliser et d'anesthésier la pensée. Cette dépolitisation n'est rien d'autre qu'une manière de faire de l'intellectuel un «expert» au service de la «gouvernance», c'est-à-dire un être très politique qui cache sa fonction réelle derrière sa compétence technique. Les transformations actuelles des institutions de la connaissance tendent à interdire ce qu'ont fait et ce qu'ont représenté en leur temps Foucault et Bourdieu. Il importe de défendre leurs exigences et de prolonger leurs libertés. C'était celle de Freud déjà, en butte à toutes les formes de refus de ce qu'il avait à dire, et qui avait bien vu que le problème de l'intellectuel dans une société comme la nôtre est encore et toujours «l'autonomie du travailleur intellectuel» (Freud 1991).

Christian Laval
Université Paris-Ouest Nanterre La Défense
(chr.laval@wanadoo.fr)

Bibliographie

Bourdieu P., 1998a, *Pour un nouvel internationalisme*, in Id., *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*, Paris, Liber-Raisons d'Agir, pp. 66-75.

Id., 1998b, *Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites*, in Id., *Contre-feux*, cit., pp. 108-119.

Id., 2001, *Contre la politique de dépolitisation. Une coordination ouverte*, in Id., *Contre-feux 2. Pour un mouvement social européen*, Paris, Liber-Raisons d'Agir, pp. 57-72.
Id., 2013, *Manet, une révolution symbolique. Cours au Collège de France (1998-2000)*, suivis d'un manuscrit inachevé de Pierre et Marie-Claire Bourdieu, Paris, Seuil.
Brown W., 2015, *Undoing the Demos. Neoliberalism's Stealth Revolution*, New-York, Zone Books.
Fabiani J.-L., 2016, *Pierre Bourdieu. Un structuralisme héroïque*, Paris, Seuil.
Foucault M., 2001, *Entretien avec Michel Foucault*, in Id., *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Quarto Gallimard, n° 192, pp. 140-160 (ed. or. 1977).
Id., 2004, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France. 1978-1979*, Paris, Seuil-Gallimard.
Freud S., 1991, *Sur l'histoire du mouvement psychanalytique*, Paris, Gallimard (ed. or. 1914).